



Immeuble – Le TRYALIS  
11 rue de Rosny  
93100 Montreuil-sous-Bois

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**ACCORD-CADRE N°25-MAPA-009 DE PRESTATION DE SERVICE :**

---

### **PRESTATION DE COURSIER POUR LA CAMIEG**

---

Procédure adaptée en application des articles R. 2122-2 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

## **CCAP**

<b>PREAMBULE</b>	3
Présentation de la CAMIEG	3
<b>1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT</b>	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Forme du contrat	4
1.4 – Procédure de passation	4
<b>2 - PIECES CONTRACTUELLES</b>	4
<b>3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE</b>	4
<b>4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction	5
<b>5 – PRIX</b>	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
<b>6 - GARANTIES FINANCIERES</b>	6
<b>7 - AVANCE</b>	6
<b>8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 – Dématérialisation des factures	7
8.4 - Délai global de paiement	7
8.5 - Paiement des cotraitants	7
8.6 - Paiement des sous-traitants	8
<b>9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	8
9.1 – Obligation de continuité des prestations	8
9.2 – Pilotage et suivi	8
<b>10 – POLITIQUE RSE</b>	8
10.1 – Mesures de protection de l'environnement	8
10.2 – Politique sociale	9
<b>11 - OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES ISSUES DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)</b>	9
<b>12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	10
<b>13 - PENALITES</b>	10
13.1 - Pénalités de retard	10
13.2 - Pénalités pour non-respect des clauses de l'accord-cadre	10
13.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
<b>14 - ASSURANCES</b>	11
<b>15 - RESILIATION DU CONTRAT</b>	11
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
<b>16 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</b>	12

## **PREAMBULE**

### **Présentation de la CAMIEG**

La CAMIEG est un organisme de Sécurité sociale créé par décret le 30 mars 2007. La Caisse assure la gestion du régime spécial d'assurance maladie maternité des industries électriques et gazières (IEG) sous la tutelle de l'État.

Sa compétence est nationale, elle protège les agents sous statut des IEG (ou assimilés) en activité, en inactivité, ainsi que leurs ayants droit.

### **Ses missions**

Le décret de création de la caisse fixe ses missions, la CAMIEG :

- Assure le service des prestations en nature (maladie maternité) pour le régime général et pour le régime complémentaire
- Gère les droits de la population protégée
- Organise l'accueil à distance des bénéficiaires et des professionnels de santé
- Met en œuvre l'accueil physique des assurés
- Favorise les dispositifs d'accès aux soins et de dispense d'avance des frais
- Propose aux assurés des actions de prévention santé

### **Son organisation**

Au niveau national, les services de la Caisse assurent l'accueil téléphonique des assurés, l'affiliation des bénéficiaires et la mise à jour de leur dossier administratif, la gestion du risque et la mise en œuvre des programmes de prévention, etc.

De plus, des antennes régionales prennent en charge l'accueil physique des bénéficiaires, la réponse aux courriels, l'animation des actions de promotion de la santé et la représentation locale de la Caisse.

### **La communication de l'organisme**

La CAMIEG réalise différents types de communication :

- En interne pour ses personnels
- En externe, en priorité pour ses assurés
- Des supports de communication institutionnelle afin de se positionner dans son environnement (protection sociale) et auprès de ses partenaires.

### **Ses valeurs**

Organisme de Sécurité sociale, la CAMIEG porte des engagements forts, elle a à cœur de remplir la mission de service public qui lui est confiée en s'attachant à :

- La qualité du service rendu
- La neutralité et l'égalité de traitement entre les assurés
- L'accessibilité de ses services
- La continuité des activités
- La fiabilité des données

## **1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

### **LA REALISATION DE PRESTATION DE COURSIER POUR LE COMPTE DE LA CAMIEG.**

L'accord-cadre est mis en place pour doter la Camieg d'un service de transport régulier permettant de relier différents lieux de dépôt de courrier, dont elle est la destinataire ou l'expéditeur.

#### **Lieu d'exécution :**

CAMIEG siège / Paris / Ile-de-France.

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Les prestations font l'objet d'un marché unique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### **1.3 - Forme du contrat**

L'accord-cadre avec un montant maximum annuel est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande conformément au BPU.

### **1.4 – Procédure de passation**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles R. 2122-2 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

## **2 - PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la prestation effectuée pour l'organisme. Il se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

## 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du marché.

### 4.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 – PRIX

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement (AE) et des quantités réellement exécutées.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes pour la première année de l'accord-cadre, puis révisables annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010562766 (n) / 010562766 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
010562766	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017

## 6 - GARANTIES FINANCIERES

Sans objet.

## 7 - AVANCE

Sans objet.

## 8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une facture, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures devront comportées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'adresse de facturation de l'acheteur : **CAMIEG – 11, rue de Rosny – 93100 Montreuil-sous-Bois** ;
- La raison sociale, numéro SIRET et adresse du titulaire ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire (tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement) ;
- Le numéro et la date de facture ;
- La référence et l'intitulé de l'accord-cadre et du bon de commande, le cas échéant ;
- Le lieu de la prestation effectuée ;
- La date ou la période d'exécution ;

- Les montants correspondants aux prestations (HT, TVA et TTC) ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC

### 8.3 – Dématérialisation des factures

**Depuis le 2 janvier 2024, toutes les factures doivent être dématérialisées.**

A cette fin de dématérialisation, la Camieg est connectée à la solution **Chorus Portail Pro**.

Cette solution technique est gratuitement proposée aux entreprises et aux établissements publics à l'adresse suivante : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Identifiant CAMIEG pour le dépôt de la facture :

**SIRET : 49914777500021**

Pour tout complément d'information, merci d'adresser un e-mail à l'attention du :

[pole\\_achats@camieg.org](mailto:pole_achats@camieg.org)

Si vous rencontrez des difficultés, une assistance est disponible sur le portail CHORUS PRO du lundi au vendredi de 08h30 à 18h30.

Pour plus de renseignements, vous pouvez également consulter le site de la communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

L'absence d'une des mentions obligatoires et plus particulièrement les références de l'accord-cadre le cas échéant, entraîneront le renvoi de la facture. En effet, les demandes de paiement devront respecter les dispositions du décret N°2019-748 du 18 juillet 2019 précité.

Il vous faudra tout d'abord créer un compte en ligne sur le portail Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> (cf *fiche pratique jointe « Créer un compte utilisateur et s'authentifier »*).

### 8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### 8.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### 9.1 – Obligation de continuité des prestations

Sauf cas de force majeure, la continuité des prestations devra être assurée par le titulaire dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de prix durant toute la durée de l'accord-cadre.

En cas de remplacement ou d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit de l'un des membres du personnel affecté à l'exécution de la prestation, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la continuité des prestations en remplaçant le personnel défaillant par un personnel de compétence et de qualifications équivalentes, et dans un délai ne portant pas atteinte à la bonne exécution des prestations.

#### 9.2 – Pilotage et suivi

Le titulaire participe, si besoin, pour mener à bien les prestations dont il a la charge, à des réunions de travail qu'il planifie avec l'acheteur. Ces réunions se déroulent dans les locaux de la CAMIEG. Il en assure la préparation ainsi que la rédaction des comptes rendus à adresser par courrier électronique aux représentants concernés.

Les services de la CAMIEG apportent leur concours et toute documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments, apporter ses propres éléments d'éclairage et en effectuer la synthèse.

**Le pilotage et le suivi de l'accord-cadre :** M. MADI (Responsable service Moyens Généraux) ; contact : [nacquib.madi@camieg.org](mailto:nacquib.madi@camieg.org) - Tel. 01 77 93 56 32

## 10 – POLITIQUE RSE

#### 10.1 – Mesures de protection de l'environnement

Lors de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire met en œuvre différentes mesures en matière de protection de l'environnement.

Il procède à des économies d'énergie, à du recyclage, et tout autre dispositif permettant de développer la performance en matière de développement durable.



Le titulaire doit éviter la circulation durant les heures de pointe, privilégier le transport groupé ainsi que l'utilisation de véhicules à faible émission de CO<sub>2</sub>.

#### 10.2 – Politique sociale

Pour l'exécution des prestations, le titulaire devra réserver annuellement au moins 5 % des heures de travail effectuées à des publics en insertion professionnelle. Pour répondre à cet objectif, il pourra au choix :

1. Sous-traiter une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique agréée par l'Etat.
2. Recruter directement en CDD des personnes en difficulté particulière d'insertion, avec l'aide des services du Pôle Emploi ou toute structure habilitée. Les publics en difficultés d'insertion pouvant être recrutés sont les suivants :
  - Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois et plus inscrits à pôle emploi)
  - Les allocataires ayant droit au RSA
  - Les publics reconnus travailleurs handicapés ;
  - Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation insertion (AI), de l'allocation parent isolé (API), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité ;
  - Les jeunes de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ;
  - Les personnes prises en charge par le dispositif IAE (insertion par l'activité économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une association intermédiaire (AI), par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une entreprise d'insertion (EI) ;
  - Les personnes ayant terminé un CES, CEC, un emploi jeune.
  - Les personnes employées dans les GEIQ (groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

Pour le suivi de l'exécution, le titulaire devra fournir un justificatif des heures d'insertion réalisées dans un délai de 15 jours à compter de la fin de chaque période annuelle.

### **11 - OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES ISSUES DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le titulaire a dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre accès à des données personnelles. Il est soumis aux dispositions du règlement général de la protection des données personnelles européen. À ce titre, il doit offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

À cet effet, le traitement des données à caractère personnel n'est autorisé que sur instruction de l'acheteur. Le titulaire :

- a) s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité relative à l'objet du présent accord-cadre ;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité telle que définie ci-dessus ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

c) prend toutes les mesures requises pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque selon les besoins.

d) met à la disposition de la CAMIEG toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CAMIEG ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;

e) le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par mail à [alerte\\_incidents@camieg.org](mailto:alerte_incidents@camieg.org). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CAMIEG, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

## **12 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - PENALITES**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité fixée à 50,00 € par heure de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 - Pénalités pour non-respect des clauses de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le pouvoir adjudicateur des mauvaises exécutions des prestations par le titulaire. Les pénalités sont nettes de TVA. Elles s'appliquent quel que soit leur montant.

En cas de non-respect des clauses prévues au présent accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité de 5 % du montant toutes taxes comprises concerné.

### 13.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - RESILIATION DU CONTRAT

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 41 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

Le tableau VIII-II annexé au Code de l'organisation judiciaire fixe la liste des tribunaux judiciaires compétents en la matière et précise leur ressort territorial (article L211-1 et suivant et R211-1 de ce code) issu du décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique. Pour la Camieg, il s'agit du tribunal judiciaire de Paris.

Tribunal Judiciaire de Paris  
Parvis du Tribunal de Paris  
75017 PARIS  
Téléphone : 01.44.32.51.51/  
site internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

En revanche, pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent reste celui du lieu d'exécution du marché.